

cations. Le membre de la législature qui avait dit que les Canadiens français ne se feraient pas casser les os et les reins pour l'Angleterre, parla dans un banquet qui lui fut offert à Québec et il déclara que les Canadiens français se battraient pour l'Angleterre. Quelques jours après, il y eut à Montréal une grande démonstration pour célébrer la victoire. Mon honorable ami de Jacques-Cartier y assistait, tous les chefs du parti s'y trouvaient et tous, l'un après l'autre, protestèrent de leur dévouement au drapeau britannique. Il est vrai qu'ils ajoutèrent une restriction, mais on ne peut rien leur reprocher de ce qu'ils ont dit. Mais tout en protestant de leur dévouement au drapeau britannique, s'ils étaient opposés à la marine, s'ils étaient opposés à la construction, s'ils refusaient de lever un seul doigt pour l'Angleterre, ils étaient tous favorables à l'unité de l'empire britannique.

M. MONK: Si mon très honorable ami veut ouvrir une circonscription dans la ville de Montréal, nous le mettrons à même d'entendre un peu plus clairement.

Sir WILFRID LAURIER: Toutes ces protestations, monsieur l'Orateur, doivent être prises pour ce qu'elles valent. En tout cas ce sont des palinodies, des désaveux odieux d'une agitation des plus dangereuses. Déjà mon honorable ami de Jacques-Cartier peut comprendre que partout où nous ouvrirons une circonscription nous pourrions mettre en regard l'un de l'autre, les discours prononcés à Drummond-et-Arthabaska et ceux qui ont été faits à Montréal, Toronto, Québec et ailleurs. Déjà mon honorable ami de Jacques-Cartier a compris que la politique de séparation de Québec du reste du Canada ne sera pas écoutée soit dans Québec soit ailleurs.

M. MONK: Si mon très honorable ami veut essayer dans une circonscription d'Ontario...

Quelques DEPUTES: A l'ordre!

Sir WILFRID LAURIER: Mon honorable ami a déjà compris ce que j'ai dit il y a un moment, à savoir que dans ce pays nous devons être nationaux, non pas dans le sens étroit des nationalistes, mais dans une signification plus large et plus étendue — que nous devons adopter la même politique pour toutes les provinces du Canada, pour l'Est comme pour l'Ouest et que nous devons avoir pour elles les mêmes sentiments. C'est la seule politique qui triomphera, aussi bien dans Québec que partout ailleurs.

Les électeurs de Drummond-et-Arthabaska peuvent en ce moment ne pas reconnaître la nécessité d'une marine. C'est un comté situé dans l'intérieur du pays. Ils ne sont pas au courant des conditions qui existent sur les rivages de la mer et il peut se faire qu'ils considèrent toutes les dé-

penses relatives à la marine comme un gaspillage d'argent. Mais telle n'est pas l'opinion des provinces bornées par la mer. Quand, il y a quelques jours, le "Niobé" est entré dans le port d'Halifax il a été accueilli avec enthousiasme par toute la population. Chacun est descendu au port pour bien voir le beau navire. Quand le "Rainbow" est arrivé à Vancouver, il a été reçu, si c'est possible avec encore plus d'enthousiasme. Chacun doit comprendre au Canada que les conditions ne sont pas partout exactement les mêmes, qu'il y a des opinions variées dans les différentes régions, mais tous doivent comprendre que le fardeau de chacun doit être le fardeau général, absolument comme l'incapacité de chacun devient l'incapacité de tous.

Nous nous développons constamment comme nation, nous découvrons de nouvelles sources de revenu; dans des parties de notre continent que nous considérons comme inaccessibles ou incultes, nous commençons à trouver des richesses abondantes. Nous découvrons dans des régions où on s'y attendait le moins des ressources qui donnent des espérances de prospérité.

Nous construisons un chemin de fer jusqu'aux rivages de la baie d'Hudson, à des centaines de milles des fortifications d'Halifax. Nous construisons, à travers le continent, un chemin de fer qui ira à Prince-Rupert, à l'extrémité nord du Pacifique, à six cents milles au moins des fortifications d'Esquimaux. Quelqu'un dira-t-il que nous devons laisser absolument sans protection ces régions distantes de notre pays? Non, le sens commun du peuple dira que ces parties éloignées de notre territoire où tant de richesses seront mises en œuvre, doivent être protégées par des fortifications ou par des navires. La politique que nous avons adoptée et à laquelle mon honorable ami avait donné son assentiment dans une session précédente, peut bien ne pas être appréciée pour le moment, mais le temps viendra où ceux qui s'opposent à cette politique auront honte de leur attitude présente, comme le temps est venu où ceux qui s'y sont opposés dans Drummond-et-Arthabaska sont honteux des méthodes qu'ils ont employées pour remporter leur victoire.

L'hon. G. E. FOSTER (Toronto-nord): Je ne me propose pas d'employer beaucoup d'instants à la répétition des choses aimables qui ont été dites aux honorables députés qui ont proposé et appuyé l'adresse, pas plus que je n'ai l'intention de répéter en d'autres termes ce qui a été si bien dit par mon honorable ami le chef de l'opposition (M. R. L. Borden) et le très honorable chef du Gouvernement (sir Wilfrid Laurier) au sujet de la mort du feu roi.

En ce qui concerne le député qui a proposé l'adresse (M. McGivern), je le féliciterai de sa déclaration franche et sim-